

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 30 (1993)  
**Heft:** 1116

**Artikel:** Financement  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1011438>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Les touristes et leurs «girl-friends»

*Le sida n'empêche pas les Occidentaux de continuer à pratiquer en nombre le tourisme sexuel. Dans l'indifférence générale.*

(pi) Le livre de Mechtild Maurer, *Tourisme, prostitution, sida*, est une somme des informations connues sur le sujet. On y trouvera donc confirmé ou précisé ce que nous savons déjà ou ce que nous supposons: le tourisme sexuel est une entreprise florissante, aussi bien pour les agences de voyages des pays d'origine et quelques exploitants de chair humaine que pour la balance des paiements de nombre de pays en développement. Tous bénéfices réalisés par l'exploitation de femmes et d'enfants, parfois âgés de moins de dix ans.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, le sida n'a en rien diminué la «demande» des touristes; le risque de contamination a tout au plus accentué la recherche de partenaires plus jeunes, donc augmenté la pression sur les enfants et les jeunes filles vierges. Les exploitants de bars et autres lieux de plaisir viennent le confirmer et s'en plaindre: la somme à verser aux parents pour la «prise en charge» d'un enfant a considérablement augmenté ces dernières années (s'il est des parents qui connaissent la destination de leur fille, d'autres, comme d'ailleurs la plupart des femmes s'engageant «de leur plein gré», sont trompés sur leur emploi futur).

Le tourisme sexuel est bien sûr un facteur important de propagation du sida, et ce d'autant plus que les touristes exigeant des rapports sans préservatif sont très nombreux — et les prostituées ne sont guère en mesure de résister: d'abord parce qu'elles n'en possèdent souvent pas, ensuite à cause de la pression économique. Mais de toute façon elles sont mal informées sur les risques effectifs de transmission du VIH et sur ses conséquences. Nombre de prostituées pensent que les tests de dépistage ou les visites sanitaires de routine sont prophylactiques.

La question de l'usage — ou du non-usage — du préservatif nous amène à mieux comprendre l'attitude des touristes occidentaux, qui sont fréquemment d'une mauvaise foi désarmante. Ainsi, plusieurs études montrent que

les touristes profitent de leur voyage pour adopter des comportements réprouvés dans leur pays d'origine, mais aussi pour vivre des sensations fortes ou des situations à risque — des relations sans préservatifs. La plupart des touristes pensent sincèrement, ou feignent de penser, que leur comportement, loin d'être répréhensible, est une forme de soutien au pays visité: on en veut pour preuve les euphémismes utilisés pour parler de leurs «girl-friends» ou de leurs «aventures», non pas, selon eux, rémunérées, mais qui font l'objet

**Le risque de sida a tout  
au plus augmenté la  
pression sur les enfants et  
les jeunes filles vierges**

de cadeaux... Il est vrai que le prix des passes, converti en francs, fait d'habitude penser à une petite attention qu'à une véritable rémunération. Et il est vrai aussi que les touristes sont encouragés dans leur attitude par une grande tolérance de la société occidentale qui réprouve la prostitution chez elle mais accueille avec force rires et plaisanteries les contemporains au retour de leur voyage annuel. Cette tolérance est également confirmée par les textes des guides qui ne manquent pas de décrire les lieux de plaisir, et les publicités à demi-mot mais parfaitement claires des agences de voyages.

Mechtild Maurer ne se limite pas à constater, elle fait une série de propositions et reprend à son compte celles d'un groupe de travail allemand sur le sujet.

Les possibilités d'agir ne manquent pas, essentiellement pour que les touristes prennent conscience de leurs responsabilités. La plus spectaculaire est certainement de modifier la loi pour être en mesure de poursuivre un résident pour

les délits relevant de la protection élémentaire de l'enfance commis dans un autre pays où ils ne sont pas punis. Cette disposition serait, davantage qu'un moyen de contrainte, un message clair de réprobation de la prostitution infantile.

Une meilleure information, en provenance d'un organisme officiel, serait également souhaitable à l'intention des touristes se rendant dans les pays «réputés», de même que l'adoption de règles déontologiques strictes par les agences de voyages. L'auteure dénonce à juste titre l'absence de campagne ciblée «Stop SIDA» à l'intention des adeptes du tourisme sexuel.

Nous ajouterons que nombre d'associations sont actives pour aider les anciennes prostituées et pour lutter contre les réseaux organisés de traite de femmes et d'enfants ou contre la complicité des gouvernements. Les pays occidentaux, dont la Suisse, devraient apporter leur soutien à ces groupements qui travaillent dans des conditions difficiles et subissent les chicanes des gouvernements habitués au double discours: la prostitution est officiellement interdite ou du moins réprouvée sur la scène internationale, mais tolérée, voire encouragée dans les faits à cause des devises qu'elle procure.

Les déplacements d'Helvètes pratiquant le tourisme sexuel sont estimés à plusieurs dizaines de milliers par année. Il serait juste que la Suisse panse une partie au moins des plaies dont ses ressortissants sont responsables. ■

Mechtild Maurer: *Tourisme, prostitution, sida*, traduit de l'allemand par Michel Thévenaz, 182 pages, 24.50 francs. En librairie ou au Centre Europe — tiers-monde, 37, quai Wilson, 1201 Genève. Tél.: 022/731 59 63.

## Financement

On sait maintenant qu'une partie du financement de la conférence de Christoph Blocher à Berne avant la votation du 6 décembre a été assuré par l'entreprise ASCOM, qui était pourtant favorable à l'adhésion à l'EEE. Celle-ci avait répondu sans méfiance à l'appel de fonds d'une section de quartier de l'UDC, signé par le directeur cantonal des finances, Ueli Augsburgberger. Le fait est venu à la connaissance de l'opinion publique parce que le président de cette section, un haut fonctionnaire du Département cantonal des finances, est candidat au siège vacant à la Municipalité de Berne. ■